

Installation du conseil indépendant pour la croissance et le plein-emploi

Bercy, le 2 juillet 2014



Présentation du conseil indépendant pour la Croissance et le Plein-Emploi

Des économistes internationaux mandatés par le Ministre de l'Économie se penchent sur l'avenir de l'Europe et de la France à travers la création du Conseil Indépendant pour la Croissance et le Plein-emploi. Les visions croisées de ces économistes américains, allemands, italiens et français vont permettre de mener une réflexion sur les politiques économiques à adopter pour renforcer la croissance et retrouver le chemin du plein-emploi dans une Europe, bâtie initialement sur la promesse de la prospérité.

La qualité et la pertinence de ces économistes, reconnues à travers le monde, seront précieuses et essentielles pour parvenir à cet objectif. Présidé par Jean-Paul Fitoussi, le Conseil est composé de Joseph Stiglitz, Peter Bofinger, Enrico Giovannini et Philippe Martin.

Ce Conseil, qui se réunira plusieurs fois par an, fournira des analyses indépendantes et rendra des avis sur des propositions en débat. Les membres constituant le Conseil conservent toute leur liberté d'expression.

Le Conseil bénéficiera de l'appui du Ministère et de ses services dans l'élaboration de ses réflexions.

Le dilemme existentiel de l'Europe

Par Peter Bofinger, Jean-Paul Fitoussi, Enrico Giovannini et Joseph Stiglitz

L'Europe semble confrontée à un dilemme existentiel : les règles de l'UE et de la zone euro ont été établies par des gouvernements démocratiques, mais aujourd'hui, alors que les élections renouvellent les gouvernements démocratiques, ces mêmes règles impliquent la déception des attentes de l'électorat. Ceux qui considèrent que les politiques d'austérité sont un désastre et qui ont remplacé les gouvernements menant ces politiques par des gouvernements promettant un nouveau cap s'aperçoivent vite que ces derniers appliquent pour l'essentiel les mêmes stratégies, à quelques changements mineurs près. Ces gouvernements souhaiteraient changer d'orientation, mais leur marge de manœuvre est réduite. Les citoyens commencent à juste titre à se demander quel est le sens de la démocratie si les élections ont si peu d'effet sur ce qui leur tient le plus à cœur : l'économie, leur avenir et la société dans laquelle ils vivent. La légitimité même de la démocratie est remise en question.

Ce sentiment est pleinement justifié au regard des objectifs de l'Union européenne. L'article 3 du Traité dispose ainsi que « l'Union a pour but de promouvoir la paix, ses valeurs et le bien-être de ses peuples. L'Union offre à ses citoyens un espace de liberté, de sécurité et de justice sans frontières intérieures [...]. Elle œuvre pour le développement durable de l'Europe fondé sur une croissance économique équilibrée et sur la stabilité des prix, une économie sociale de marché hautement compétitive, qui tend au plein-emploi et au progrès social, et un niveau élevé de protection et d'amélioration de la qualité de l'environnement. Elle promeut le progrès scientifique et tech-

nique. Elle combat l'exclusion sociale et les discriminations, et promeut la justice et la protection sociales, l'égalité entre les femmes et les hommes, la solidarité entre les générations et la protection des droits de l'enfant. Elle promeut la cohésion économique, sociale et territoriale, et la solidarité entre les États membres ».

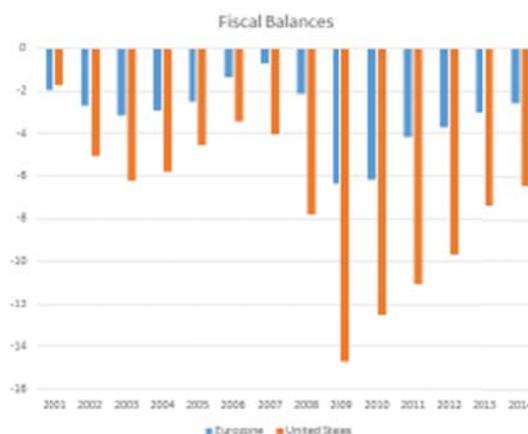
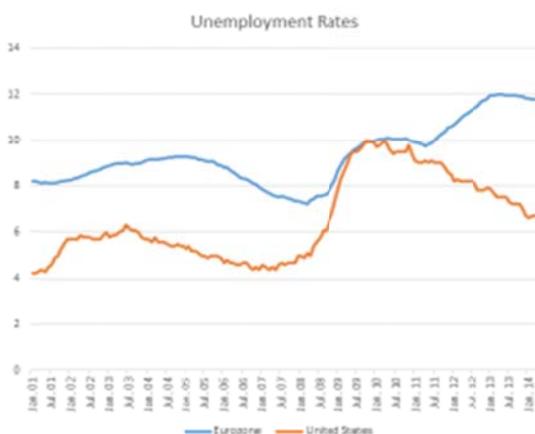
Si c'est bien là le cadre dans lequel doivent être menées les politiques européennes, la politique actuelle d'austérité, qui a échoué dans une large mesure, n'est pas la bonne. De plus, en dépit de tous les efforts de consolidation budgétaire, le ratio de la dette publique par rapport au PIB a augmenté dans presque tous les pays, principalement en raison de la récession et de son impact sur le PIB nominal. Les citoyens en ont pleinement conscience, sachant qu'un faible niveau de déficit, de dette et d'inflation *ne* garantit *pas* la prospérité économique – et encore moins la prospérité *partagée*. Les risques que cette approche fait courir à l'Europe – et au monde – sont évidents et ont déjà commencé à se manifester.

Bien qu'à l'origine de la crise actuelle, l'économie américaine semble s'être redressée plus rapidement. Nulle part aux États-Unis le taux de chômage des jeunes n'avoisine les 50 %. Alors que les États-Unis ont réagi en menant une politique budgétaire très stimulante, la réponse de la zone euro a été assez timide. Le taux de chômage aux États-Unis est désormais de 6,3 % (bien que ce résultat soit dû partiellement à une baisse du taux d'activité), tandis qu'il reste à un niveau record dans la zone euro (cf. graphique). Les récentes prévisions de l'OCDE et du FMI montrent clairement que le

chômage en Europe se maintiendra à un niveau intolérablement élevé pendant les années à venir et que les écarts internes de

croissance vont persister avec la même ampleur.

United States versus Eurozone



Dans le débat actuel, l'attention se focalise sur l'euro et sur les obstacles à l'ajustement qui lui sont associés. Mais le véritable problème va au-delà : l'ambition de faire l'euro n'est pas allée de pair avec les réformes institutionnelles indispensables pour permettre sa réussite, et les effets néfastes de cette situation ont été aggravés par les règles contraignantes de la zone euro, ainsi que par les politiques adoptées par les pays membres de la zone conformément à ces règles. Un minimum de sensibilité historique suffit pour comprendre que lorsque de tels carcans rendent les responsables politiques impuissants, au moment même où se propage la souffrance sociale, la tragédie est peut-être déjà en marche. Un tel dysfonctionnement de la démocratie pourrait entraîner un changement de régime politique dont le risque ne devrait pas être sous-estimé.

Dans la plupart des pays européens, le revenu réel par habitant est inférieur au niveau

de 2008, et même dans les économies performantes de larges pans de la population subissent un recul de leur niveau de vie. Même l'Allemagne, largement considérée comme le pays le plus performant parmi les grandes économies mondiales, a vu sa croissance progresser à un rythme si lent que dans toute autre circonstance, en particulier si l'on tient compte du déclin de sa population active, elle se serait vu décerner un bonnet d'âne en se classant derrière le Japon, pays dont l'économie est en proie à un malaise déjà ancien et qui se trouve en mauvaise posture depuis le début de ce siècle.

Les règles du pacte de stabilité et du pacte budgétaire (désormais inscrites dans les législations de tous les États membres de la zone euro) imposent partout une politique d'austérité budgétaire, en contraignant les gouvernements à diminuer les dépenses publiques, le plus souvent selon un modèle qui entraîne la diminution des dépenses

consacrées à la sécurité sociale et aux infrastructures publiques. Les messages adressés aux citoyens européens sont apparemment contradictoires : d'un côté, on leur a promis une augmentation de la performance économique grâce à l'euro ; de l'autre côté, l'euro s'accompagne d'un recul du niveau de vie. Certains diront qu'il convient de consentir un sacrifice à court terme pour obtenir une amélioration à long terme. L'euro permettra alors de bénéficier d'une hausse du niveau de vie, même si, de fait, rien ne prouve aujourd'hui qu'il en soit ainsi. L'exactitude de cette théorie n'est pas démontrée et pourtant, des millions d'individus voient leur vie détruite sur la base de cette hypothèse. S'ils peuvent douter de la véracité de la théorie à long terme, ils sont en revanche certains qu'à long terme ils seront tous morts. Et malheureusement, cela sera vrai pour beaucoup d'entre eux avant que les promesses de l'euro ne deviennent réalité.

L'incertitude face à l'avenir et le manque de confiance dans les institutions ne sont bénéfiques ni pour l'économie, ni pour la société. C'est pour cela que les États membres de l'UE doivent œuvrer de concert pour promouvoir un développement économique et social durable, en rééquilibrant les politiques communautaires et en renforçant la dimension sociale de l'UEM. L'expérience de ces dernières années a montré qu'en l'absence de mesures appropriées, les instabilités économiques et financières peuvent conduire à des instabilités politiques et sociales, lesquelles peuvent se révéler aussi dangereuses qu'une crise financière, y compris pour l'économie. Dans la situation actuelle, les seules solutions offertes aux pays en crise sont l'austérité – qui, nous le savons, ne fait qu'accentuer le chômage – et les politiques de l'offre. La question n'est pas de savoir si ces politiques sont appropriées sur le long terme : aujourd'hui, c'est la demande qui pose problème, et ces politiques de

l'offre aggravent souvent le problème de l'inadéquation de la demande.

Les conséquences sont évidentes. Ce sont différentes formes de capital qui ont été détruites, non seulement le capital au sens usuel du terme – économique et financier – mais plus particulièrement le capital humain et social (notamment la confiance). Aujourd'hui, il est préconisé que seuls les investissements dans le capital économique soient considérés comme un « cas particulier » qu'il conviendrait d'exclure des règles budgétaires contraignantes de l'Europe, lesquelles ne semblent prendre en considération qu'une seule partie du bilan des États en se focalisant sur le passif sans tenir compte des éléments d'actif. Cette approche est d'autant plus absurde que nous savons que le capital humain est le principal levier de la croissance et du progrès social, et que sans capital social, sociétés et marchés ne peuvent fonctionner correctement. La stratégie adéquate consisterait à investir massivement dans ces formes de capital pour reconstruire l'économie, comme si l'Europe avait été frappée par une catastrophe naturelle, un tremblement de terre par exemple. Il faut rétablir la capacité des entreprises et des citoyens européens à s'adapter à un monde en mutation rapide, développer les compétences utiles pour l'économie et la société du XXI^e siècle et rendre l'économie et la société européennes plus compétitives et plus dynamiques. Cet effort ne peut être laissé aux seuls gouvernements nationaux ; il doit être consenti de manière collective à l'échelon européen et être perçu comme tel par les citoyens de l'Union. Une telle démarche serait interprétée comme le signe concret que les institutions communautaires et nationales continuent de croire en l'avenir de l'Union européenne comme dans les objectifs du Traité, et que l'esprit de solidarité entre États membres énoncé à l'article 3 n'a pas disparu.

Il est bon d'encourager les gouvernements nationaux à procéder à des réformes structurelles, mais les institutions européennes en ont également besoin. Accélérer le développement de l'union bancaire, repenser le rôle de la BCE, notamment sa préoccupation excessive pour l'inflation, réviser les règles budgétaires pour permettre la reconstitution du capital détruit par la récession, faire leur place aux politiques industrielles, particulièrement nécessaires pour les États de l'UE qui ont du mal à rattraper leur retard, accentuer la dimension sociale de l'UEM et renforcer les instruments européens existants ou en créer de nouveaux afin d'endiguer le chômage des jeunes, de lutter contre la pauvreté et de gérer les conséquences sociales des chocs asymétriques : telles sont les composantes d'un renouveau des politiques européennes. Les élections européennes seront peut-être l'élément déclencheur d'un changement de stratégie

de la part des institutions nationales et supranationales. Faute d'un tel changement, la menace d'un populisme antieuropéen, déjà bien perceptible, ne fera que s'accroître. L'adoption d'un nouveau cadre économique entraînerait convergence et croissance plutôt que divergence et chômage.

Personne ne doit confondre la fin de la récession avec le retour d'une prospérité partagée. L'Europe célèbre, à juste titre, la fin de la crise et le fait que l'euro ait survécu. La situation critique actuelle a des conséquences graves pour l'économie, mais peut-être pires encore pour l'avenir de la démocratie européenne.

Il existe une autre possibilité : un renforcement de l'intégration économique, sociale et politique. Cela prendra du temps, mais rien n'empêche l'Europe d'aller beaucoup plus loin qu'elle ne l'a fait jusqu'à présent. Cela devient une urgence.

Jean-Paul Fitoussi

Jean-Paul Fitoussi est Professeur émérite à l'Institut d'Études Politiques de Paris, Professeur à la LUISS à Rome et membre du Center for Capitalism and Society de l'Université de Columbia. Il a été président de l'OFCE de 1990 à 2010.

Membre du comité de rédaction de nombreuses revues françaises et internationales, il a enseigné dans des universités étrangères en Europe et aux États-Unis, notamment à l'Institut Universitaire Européen de Florence. Expert au Parlement européen dans le cadre de la Commission économique et monétaire jusqu'en 2009, membre du Conseil d'analyse économique de 1997 à 2012, il est depuis 1996 membre de la Commission Économique de la Nation.

Ses principales contributions ont porté sur les théories de l'inflation, du chômage, des économies ouvertes, sur le rôle des politiques macroéconomiques et sur la mesure des performances économiques et du progrès social. Il a notamment contribué avec Edmund S. Phelps à la reconstruction de la théorie économique des économies ouvertes et à l'analyse du chômage en Europe. Avec Amartya Sen et Joseph Stiglitz, il a contribué à codifier le champ des mesures statistiques : PIB, bien-être et soutenabilité. Il a aussi contribué à l'émergence d'une théorie de la coordination dans une union monétaire constituée de pays de tailles différentes.

Il a publié de nombreux articles dans des revues économiques françaises et internationales telles que *l'American Economic Review*, *Brookings Papers on Economic Activity*, *Journal of Money Credit and Banking*, et plusieurs ouvrages en anglais et en français, dont certains ont été traduits en de nombreuses langues. Parmi ses ouvrages : *The Slump in Europe : Reconstructing Open Macroeconomic Theory* (avec Edmund S. Phelps) (1988), *Le débat interdit* (1995), *EDF, le marché et l'Europe* (2003), *la démocratie et le marché* (2004), *Mismeasuring our lives*, avec Joseph Stiglitz et Amartya Sen (2010) ; *The G20 and Recovery and Beyond : an agenda for global governance for the twenty-first century*, avec Joseph Stiglitz, (2011), et *le Théorème du lampadaire* (2013).

Jean-Paul Fitoussi a reçu le prix de thèse de l'AFSE (Association Française des Sciences Économiques) et le Prix Rossi de l'Académie des Sciences Morales et Politiques, et en 2013 le prix du meilleur livre de l'AFSE pour *le Théorème du lampadaire*. Doyen honoraire de la Faculté de sciences économiques de Strasbourg, il est docteur honoris causa de plusieurs universités étrangères. Officier de l'Ordre national du mérite, Officier de la Légion d'Honneur, il est Grand Officier de l'ordre de l'Infant Henri au Portugal.

Joseph E. Stiglitz

Économiste américain né le 9 février 1943, dans l'Indiana, Joseph Stiglitz étudie à l'Amherst College avant de rejoindre le prestigieux MIT (Massachusetts Institute of Technology) en 1965. Docteur à 24 ans (1967) au MIT de Boston, il devient ensuite professeur à Yale en 1970. Il enseigne également dans de prestigieuses universités, parmi lesquelles celles de Stanford, Oxford et Princeton. Il est actuellement Professeur d'Université à Columbia (New York).

Il est nommé en 1995 au Council Of Economic Advisors, un conseil de trois économistes auprès du Président Bill Clinton, avant de rejoindre la Banque mondiale. Il en sera économiste en chef et Vice-président de 1997 à 2000.

Ses travaux sur l'asymétrie d'information, thème qui fera de lui un des fondateurs de l'économie de l'information, lui offrent la consécration d'un prix Nobel d'économie en 2001.

Il n'a eu de cesse de dénoncer les dysfonctionnements des marchés et d'appeler les Etats à des interventions ciblées pour améliorer leurs performances, en particulier depuis la crise économique qui a secoué le monde en 2008.

Au cours des quinze dernières années, Joseph Stiglitz a publié de nombreux ouvrages qui ont largement contribué à façonner le débat économique. Parmi ces ouvrages publiés en anglais et traduits dans plusieurs langues, on compte notamment: *Globalization and Its Discontents* (2002) ; *Fair Trade for All* (2005, avec Andrew Charlton) ; *Making Globalization Work* (2006), *The Roaring Nineties* (2003), *Towards a New Paradigm in Monetary Economics* (2003, avec Bruce Greenwald) et le plus récent, *The Price of Inequality: How Today's Divided Society Endangers Our Future* (publié par W.W. Norton et Penguin/ Allen Lane, juin 2012).

Professeur honoraire de plusieurs universités, il est membre de l'Académie Nationale des Sciences aux États-Unis, de la Société d'Économétrie et correspondant de la Royal Society britannique. Il a été décoré de la Légion d'honneur en 2013.

Site web: <http://www.josephstiglitz.com/>

Peter Bofinger

Peter Bofinger est diplômé de l'université de Saarbrücken, où il obtient son doctorat en 1984, et son habilitation à enseigner (venia legendi) en 1990.

Il commence sa carrière comme conférencier au département de droit et d'économie de l'université de Sarrebruck en 1981 avant de rejoindre comme économiste la Bundesbank (1984 – 1990), puis d'enseigner dans les universités de Kaiserslautern, puis de Constance. Il est actuellement Professeur à l'université de Wurtzbourg, où il enseigne l'économie, les politiques monétaires et les relations économiques internationales.

Il a en parallèle été chercheur invité au département de recherche du Fonds Monétaire International et à la Federal Reserve Bank de Saint-Louis (États-Unis).

En 2004, il rejoint le Conseil allemand des Experts Économiques, plus communément appelé le « Conseil des cinq sages » qui conseille le gouvernement fédéral et le parlement allemands sur les questions économiques. Il a été le seul des cinq sages à défendre l'idée d'un salaire minimum outre-rhin, convaincu qu'une telle mesure était indispensable pour lutter contre le dumping social et assurer un revenu suffisant pour les salariés à temps plein, sans impact négatif sur l'emploi.

Peter Bofinger est l'auteur de nombreux ouvrages sur l'économie, en relation avec ses principaux thèmes de recherche : politiques monétaires, marchés financiers et réformes économiques sur les marchés émergents et développés.

Enrico Giovannini

Économiste et statisticien italien né le 6 juin 1975, Enrico Giovannini est membre du Club de Rome. Diplômé de l'université de la Sapienza avec une thèse intitulée « Technologies and combinations of factors in developing countries », il y poursuit ses études au sein de l'Institut des Politiques Economiques, avant de rejoindre l'équipe des chercheurs de l'institut italien de la statistique, institut qu'il dirigera plus tard, entre 2009 et 2013. Au cours de sa carrière, il occupe plusieurs fonctions prestigieuses et participe à diverses instances nationales, européennes et internationales. Il a ainsi été consultant auprès du Ministère des finances italien, membre du Haut Conseil pour l'introduction de l'Euro en Italie et conseiller auprès du commissaire européen à l'environnement. Il a également dirigé la Conférence des Statisticiens Européens (Nations-Unies), le Programme de Comparaison Internationale (Banque Mondiale), a été membre de la « commission Stiglitz » et a dirigé le Conseil mondial pour l'« Évaluation des progrès sociétaux », établi par le Forum économique mondial. En tant que statisticien en chef de l'OCDE (2001-2009), Enrico Giovannini a lancé le « Projet global sur la mesure du progrès des sociétés », qui a favorisé la mise en place de nombreux projets à travers le monde sur la question « Au-delà du PIB ». Pour ses travaux sur la mesure du bien-être, il a reçu en 2010 de l'institut international Pio Manzu la médaille d'or du Président de la République italienne. En avril 2013, il devient Ministre du Travail et des Politiques Sociales en Italie, fonction qu'il occupe jusqu'en février 2014.

Enrico Giovannini est actuellement Coprésident du Comité consultatif pour l'indice de développement humain du PNUD avec le professeur Anthony Atkinson et Co-président avec Joseph Stiglitz du Forum stratégique sur la mesure du bien-être, initiative conjointe de l'International Statistical Institute et de l'International Economic Association.

Il a publié de nombreux articles et ouvrages dans le champ des statistiques et de l'économie. On peut citer notamment : « Choisir l'avenir : savoir et politique au temps du Big Data » (2014, en italien) ; « Comprendre les statistiques économiques » (2008, OCDE, en anglais) ; « Statistiques économiques » (2006, en italien) ; « Déficit public, politique monétaire et marchés financiers » (1992).

Philippe Martin

Né en 1966, Philippe Martin est professeur à Sciences Po (Paris), ancien directeur du département d'économie de Sciences Po, et Research Fellow au CEPR (Londres). Il était auparavant professeur à l'Université de Paris 1 Panthéon Sorbonne, l'École d'Économie de Paris et membre de l'Institut Universitaire de France. Avant d'enseigner en France, il a été économiste à la Federal Reserve Bank of New York et professeur assistant à Genève. Il a aussi enseigné à l'École Polytechnique et la London School of Economics. Il a reçu le prix du meilleur jeune économiste en France en 2002. Il est membre du Conseil d'Analyse Économique du Premier Ministre.

Ses travaux de recherche portent sur le commerce et la macroéconomie internationale.

Il a publié ses travaux de recherche dans *l'American Economic Review*, *le Quarterly Journal of Economics*, *la Review of Economic Studies* et *le Journal of International Economics* entre autres. Il a aussi co-écrit un ouvrage publié par Princeton University Press ainsi que deux ouvrages aux éditions de la rue d'Ulm/cepremap. Il a publié une chronique régulière dans le journal *Libération* de 2003 à 2010 et participe régulièrement à l'émission « l'économie en question » sur France Culture.

Il est diplômé de Sciences Po et est titulaire d'un doctorat d'économie de l'Université de Georgetown (Washington DC).

Page web : <http://econ.sciences-po.fr/staff/philippe-martin>

www.economie.gouv.fr